



VILLE DU PRADET

Hervé STASSINOS

Maire du Pradet

Vice-président de TPM

POLICE MUNICIPALE

04.94.21.32.16

04.94.08.69.49

policemunicipale@le-pradet.fr

Direction des Libertés Publiques
et des Affaires Juridiques

29 MAR. 2018

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mairie du Pradet

Le Pradet, le 13 mars 2018

M. Le Ministre de l'Intérieur

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

D.L.P.A.J.

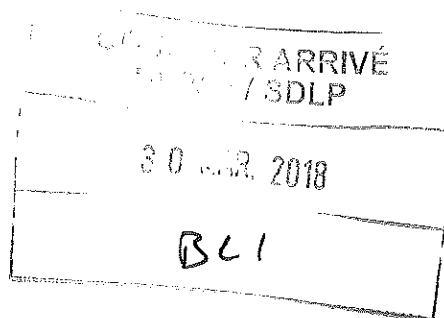
Place Beauvau

75008 PARIS



Nos réf : HS/JFP/EA/CR

Objet : Caméras individuelles Police Municipale.

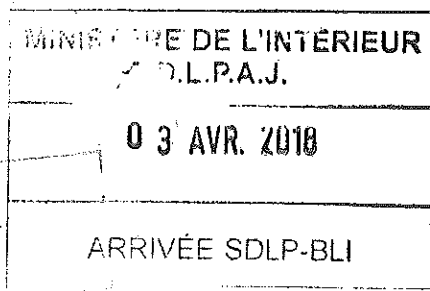


Monsieur Le Ministre,

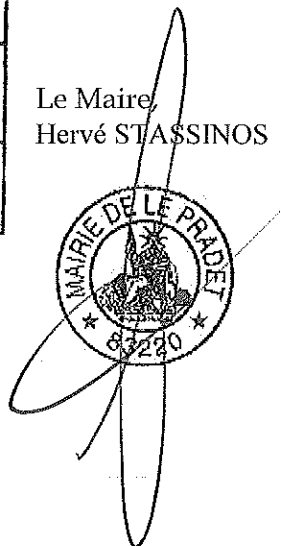
Conformément à l'article 10 du décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les agents de police municipale dans le cadre de leurs interventions, trouvez en pièce jointe, le rapport rédigé par le responsable de ma police Municipale.

Je suis personnellement très satisfait et rassuré de voir mes policiers équipés de ces caméras dans le cadre de leurs missions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Le Ministre de l'Intérieur, l'expression de ma plus haute considération



Le Maire,
Hervé STASSINOS

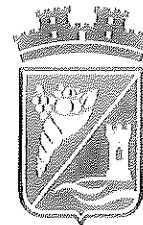


Arrivée SDLP-BLI

Date arrivée : 30/03/18

Attribué à : Bli + copie BSA pour info

D	Imm	<input type="checkbox"/>
E	F	<input type="checkbox"/>
C	N	<input type="checkbox"/>
A		<input type="checkbox"/>
I		<input type="checkbox"/>



RAPPORT

LE PORT DES CAMERAS PIETONS

Monsieur Le Maire,

Selon l'article 10 du Décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les agents de police municipale dans le cadre de leurs interventions, voici le rapport qui comprend une évaluation de l'impact de l'emploi des caméras individuelles sur le déroulement des interventions.

Conformément à l'article L.241-1 du Code de la Sécurité Intérieure, nos policiers les portent en permanence, aussi bien dans l'exercice de leurs missions de prévention des atteintes à l'ordre public, dans le cadre de la protection et de la sécurité des personnes et des biens, dans leurs missions de police judiciaire et même dans le cadre des missions de police administrative et générale.

Les caméras sont portées de façon apparente, sur la poitrine. Leur déclenchement doit se produire ou est susceptible de se produire lors d'un incident, eu égard aux circonstances de l'intervention ou au comportement des personnes concernées.

Les dotations sont planifiées chaque jour. Un registre est renseigné quotidiennement par les agents détenteurs.

Les enregistrements ont pour finalités la prévention des incidents au cours des interventions des agents de la police municipale, le constat des infractions et la poursuite de leurs auteurs par la collecte de preuves ainsi que la formation et la pédagogie des agents.

A ce jour, nous n'avons jamais eu à nous en servir. Par deux fois, lors de verbalisations, le ton étant monté avec les contrevenants, le fait de leur annoncer qu'ils allaient être filmés car ils devenaient outrageants a eu pour effet d'interrompre immédiatement l'agressivité.

Le nombre de procédures judiciaires, administratives et disciplinaires pour le besoin desquelles il a été procédé à la consultation et à l'extraction de données provenant des caméras individuelles **est donc nul**.

C'est un nouvel outil dans la panoplie de nos agents pour leur permettre d'exercer leurs missions en pleine responsabilité.

Un outil que nous trouvons rassurant dans nos contacts avec les habitants, qui permet plus de sérénité et de tempérance de part et d'autre lors de nos interventions.

Il est très protecteur. Il prévient et dissuade d'éventuels comportements agressifs.

Si dans notre commune, le besoin n'est pas quotidien, nous sommes quand même confrontés chaque semaine à des situations délicates pour lesquelles les caméras piétons peuvent permettre d'éviter que la tension ne monte trop, l'objectif premier étant de prévenir les incidents.

Nous souhaitons vivement que l'expérience soit prolongée et devienne pérenne.

Fait pour servir et valoir ce que de droit à Le Pradet (Var), le lundi 5 mars 2018.

Le Responsable du service
Police Municipale
Eric AMOROSO

